

DE L'HISTORIOGRAPHIE BURUNDAISE : QUI A ECRIT QUOI ET DANS QUEL CONTEXTE ?

Eric Ndayisaba

Chargé de Cours à l'École Normale Supérieure (Centre de Recherche et d'Etudes en Lettres et Sciences Sociales) et membre associé au Laboratoire Les Afriques dans le Monde (LAM-Bordeaux)

ndayisaba.eric@yahoo.fr

Résumé

Les premiers écrits sur le Burundi, à portée ethnologique, sont apparus dans la deuxième moitié du XIXe siècle sous l'initiative des explorateurs, des missionnaires et des colonisateurs, à des fins politiques relatifs au projet colonial. L'écriture de l'histoire scientifique n'a commencé que dans les années 1960 avec les premières élites intellectuelles, ayant l'objectif de confirmer l'authenticité et la souveraineté nationale à travers les outils locaux notamment la rationalité des sources orales, pour remettre en cause la version coloniale. Une fois confirmée, l'histoire allait tenter de servir à la consolidation de l'unité nationale et au développement socio-économique et culturel du pays, à travers la production et la diffusion d'un savoir hautement recherché.

En revanche, bien que sollicités, l'histoire et les historiens restent en quelque sorte marginalisés soit par le contexte global qui impose ses règles et ses recommandations soit par la pression des pouvoirs politiques ou de l'opinion soit aussi par les défis méthodologiques face aux thématiques sensibles relatives notamment aux crises socio-politiques majeures. La production du savoir historique évolue donc dans la confrontation entre l'histoire et la mémoire, mais aussi dans sa capacité à se dépasser pour la maîtrise de perpétuels problèmes politiques, méthodologiques et épistémologiques.

Mots clés : *historiographie, histoire, historiens, méthodologie, burundi.*

Abstract

The first writings on Burundi started in the second half of 19th century initiated by explorers, missionaries and colonizers; with the ethno-political purposes related to colonial project. The scientific history writing began in the 1960s with the great intellectual Elites with the goal of confirming the authenticity and national sovereignty through the means of the local materials such as the rationality of oral sources, in order to contradict the colonial historical writings. Once confirmed, the

history would attempt to serve to the consolidation of national unity and socio-economic, cultural development of the country; through the production and spreading out of the knowledge highly needed.

However, although it was requested, the history and historians remain in some way, marginalized either by the global context which imposes its regulations and recommendations or by the political powers influence, or also by the methodological challenges in front of the sensitive themes related to the socio-political major crises. The production of historical knowledge therefore evolves in the confrontation between the history and memory, but also in its capacity to master the everlasting political, methodological and epistemological problems.

Keywords: *historiography, history, historians, methodology, burundi.*

Introduction

Ce n'est qu'à partir de la deuxième moitié du XIXe que le Burundi fut en contacts avec les explorateurs, les missionnaires et les administrateurs coloniaux. Tous avaient le plaisir d'écrire sur tout ce qu'ils rencontraient. À partir des années 1960, la recherche scientifique a pris un essor considérable suite à l'émergence de l'enseignement supérieur et de la coopération internationale. Une fois confirmé, le savoir historique fut, à plusieurs reprises, sollicité soit pour justifier l'authenticité africaine ou soit pour prouver l'importance de l'aspect social et humain du développement. Les chercheurs furent également mobilisés pour aider à comprendre les soubassements socio-politiques et historiques dans cette région des Grands Lacs, déchirée par une série de crises majeures, mais aussi pour penser les voies de sortie de celles-ci (Mworoha *et al.*, 2010 : 1).

Quels sont donc les différents facteurs qui influencent l'historiographie burundaise ? En quoi la production et la diffusion du savoir historique s'inscrivent dans des contextes global et local, pour répondre à une demande politique, sociale et méthodologique ? Ou bien, comment à une telle ou telle autre période correspond relativement à une thématique spécifique ? Quels sont les impacts de l'ambivalence qui se situe entre les opportunités et les contraintes liées à la globalisation, à la coopération, mais aussi à la sensibilité même de l'histoire sur la re-production du savoir ?

Pour répondre à ces interrogations, cette étude concerne une critique historiographique sur une période de longue durée, de la fin du XIX^e siècle à nos jours. Elle questionne le métier de l'historien dans une confrontation entre les spécialistes et les amateurs de l'histoire, à la production et à la diffusion du savoir historique, tout en considérant celui-ci dans l'ensemble des sciences sociales. Il n'est pas possible de parler de chacune des publications concernant ce pays. Il s'agit plutôt de se concentrer sur les travaux les plus illustratifs, et surtout sur le contexte général qui a influencé le processus de leur production. L'analyse se base sur la documentation générale sur le Burundi et sur la région des Grands Lacs. Elle s'appuie également sur des discussions, ainsi qu'un questionnaire d'enquête auprès des collègues, historiens et politologues pour la plupart.

1. De la géo-histoire du *safari* à la littérature politique coloniale

Alors que les côtes Est-africaines étaient connues des Arabes et des Européens, le Burundi, situé au cœur du continent, est longtemps resté une *terra incognita* (Mworoha, 1987 : 13). Mais, depuis le XIX^e siècle, il y a eu l'engouement pour la géographie et les voyages, jusque dans les terres africaines intérieures. C'est dans ce contexte que le Burundi fut intensément « visité ». En effet, les premiers voyageurs zanzibarites commencèrent à accoster les rives du lac Tanganyika dès les années 1830. Rapidement, ils furent suivis par des explorateurs européens, ayant la volonté de décrire géographiquement cette partie du monde. À ceux-ci, s'ajoute l'arrivée des missionnaires catholiques d'abord à partir de 1879 et protestants ensuite en 1890. Pour les missionnaires d'Afrique du Cardinal Lavigerie (les Pères Blancs), ils fondèrent leur premier poste définitif en 1898. Étant beaucoup en contact avec la population et les administrations, ils consignèrent régulièrement leurs observations générales dans une sorte de journal de bord, propre à chaque mission. En plus de cette littérature grise, des membres du clergé aussi bien missionnaire qu'autochtone ont brillé par leur plume. Il s'agit notamment de Mgr J. Gorju (1938) et B. Zuure (1932), mais aussi, plus tard, d'A. Makarakiza (1959) et J. B. Ntahokaja (1978). L'étape décisive fut franchie avec l'implication directe de l'administration coloniale belge dans l'écriture de l'histoire. À partir des premières descriptions ethnographiques, les agents coloniaux

enrichirent leur littérature coloniale, au moyen de l'école et de l'écriture. Pour des objectifs politiques de domination coloniale, ils s'inscrivent en faveur de l'histoire socio-politique du peuplement, à travers notamment la fameuse hypothèse hamitique, largement imprégnée d'idéologies raciales (Laroque, 2013 : 4). Cette production orientée du savoir présentait un aspect ethno-colonial majeur. Quelques soient les limites, ces travaux devaient des références pour tous ceux qui s'intéressaient à ce pays. Leurs lacunes furent davantage renforcées par l'absence de l'enseignement de l'histoire nationale, au profit plutôt des thématiques européennes (Chrétien, 2017 : 14). Il fallait attendre l'accession du pays à l'indépendance pour que la donne change.

2. De la légitimité des sources africaines et de la recherche scientifique nationale

À l'Indépendance au début des années 1960, il y avait un besoin croissant de l'histoire nationale pour la souveraineté et la reconstruction nationale, d'autant plus que l'unité nationale présentait déjà des signes de contradictions inquiétantes. L'histoire était donc sollicitée à des fins politiques en tant que récit intellectuel populaire et haute culture pour sursignifier une histoire nationale par opposition au récit colonial, dans sa version d'ethno-histoire (Thibon, 2008 : 237). Cet objectif ne pouvait donc être atteint qu'au moyen de l'intérêt accordé aux sources ancestrales et à la formation universitaire. Le pays profita d'un contexte international d'après la Seconde Guerre Mondiale, favorable à l'affermissement de la paix dans le monde, y compris dans les pays récemment indépendants, à travers par exemple des initiatives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO).

Ce moment constitue donc un tournant majeur dans la mesure où il représentait dans les faits une réappropriation par la jeune nation de sa propre histoire, confisquée et remodelée depuis un demi-siècle par l'occupation coloniale (Chrétien, 2017 : 11). À propos de l'enseignement supérieur, l'Université Officielle de Bujumbura et l'École Normale Supérieure furent créées, la première en 1964 et la seconde en 1965, au moyen de la coopération internationale. En plus, la réforme de l'enseignement de 1965 démontrait une certaine volonté de

rompre avec la logique du paternalisme colonial (Chrétien, 2017: 35) pour promouvoir une formation centrée sur les intérêts nationaux. Cette mission « noble » de l'enseignement et de la recherche scientifique fut, en effet, confiée aux élites intellectuelles, sous le parrainage de leurs promoteurs et collègues européens. Leur tâche était délicate car, avec des matériaux biaisés, le seul recours valable était les sources orales pour pouvoir déconstruire l'histoire « racialisée » des chroniqueurs missionnaires. Une nouvelle méthode scientifique de terrain et de sources orales fut admirablement décrite, entre autres, par J. Vansina, Y. Person, C.-H. Perrot et A. Roberts, mais aussi par J. P. Chrétien et E. Mworoha. Cette immense entreprise méthodologique initiée par les scientifiques a ouvert la voie à une connaissance renouvelée du passé du Burundi. Ces jeunes chercheurs profitèrent également d'un contexte global favorable dans la mesure où les études africanistes s'intégraient progressivement dans le vaste champ des sciences sociales (Larroque, 2013 : 17). Cette possibilité d'une « réécriture » de l'histoire s'accompagnait d'un immense travail de recueil, de dépouillement et d'étude des sources. C'est ainsi qu'on ont été créés le Centre de Civilisation Burundaise en 1977, sous l'impulsion du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture (alors dirigé par l'historien É. Mworoha), ainsi que la revue *Culture et Société*. À travers le retour sur les collines pour redécouvrir la culture et l'histoire du pays, l'objectif était de valoriser les pratiques et les connaissances anciennes relatives à la royauté et à la société, transmises de génération en génération. La logique étant d'offrir à la jeune nation sa civilisation, la grandeur de son passé et la richesse de sa culture, avec toutefois une dose de glorification, d'authenticité et, pourquoi pas, de nostalgie ancestrale, au risque de privilégier que l'histoire scolaire nationale, consensuelle et patrimoniale (C.Thibon, questionnaire d'enquête). Dans ce contexte de parrainage académico-scientifique, deux pays (ou plutôt métropoles) européens se sont distingués : la France et la Belgique. Si la Belgique se distingue par l'importance de ses archives burundaises (les Archives Africaines du Ministère des Affaires Étrangères, les Archives Historiques de l'Union Européenne, celles Musée Royal de l'Afrique Centrale,...), pour la France, deux enseignants-chercheurs et deux Institutions se démarquent royalement. Sous l'initiative de J. P. Chrétien, l'Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne a mené pleins de travaux communs avec l'Université du Burundi et a formé un certain

nombre des premiers jeunes chercheurs burundais. La relève fut, par après, assurée par l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, sous l'initiative de Ch. Thibon.

Ainsi, durant environ trois décennies d'intenses activités scientifiques collectives, la recherche s'était déjà donné un nom. Pour des régimes politiques autoritaires, la place accordée à l'idéologie restait prépondérante. Dans cette logique de récupération politique et scientifique (Chrétien, 2017 : 11), les premières élites intellectuelles, en raison de leurs connections socio-professionnelles et de leurs capacités de reproduction d'un savoir rare, devenaient de véritables notables scientifiques, des gardiens de la mémoire d'un discours historique officialisé. Sous l'élan de la continuité générationnelle, leurs travaux devenaient ainsi des références qui se consultent encore à forte dose, avec rarement de remise en cause scientifique. Les quelques « dissidences » (la fameuse question des « écoles historiques » par exemple) sont relativement dilués par le principe noble de l'« Accord pour un Désaccord » (Chrétien et Mukuri, 2002). En raison de son autorité morale, l'« équipe » pouvait aussi être sollicitée pour affronter (sinon expliquer) d'autres défis du moment, notamment ceux liés au développement.

3. À la recherche des logiques socio-culturelles du développement

À la sortie de la Seconde Guerre Mondiale, la volonté de la relance économique était évidente. Elle fut suivie d'une période de prospérité dans l'ensemble de l'Occident. C'est en partie à l'origine de cette réussite globale qu'ont émergé les paradigmes de développement dont les politiques développementalistes étendues dans les zones périphériques, globalement qualifiées de *Tiers-Monde* (Ndayisaba, 2019 : 9).

C'est alors dans ce contexte que le monde rural attirait l'attention des bailleurs de fonds et des décideurs au cours de la période des années 1970 et 1980. Suite à l'ampleur des enjeux liés à la mise en place des politiques de développement, à partir des années 1980, les acteurs ont opté pour la prise en compte de la dimension sociale et culturelle pour promouvoir la démarche participative. Ainsi, si l'histoire du Burundi s'est largement écrite à l'ombre des projets directement politiques (Laroque, 2013 : 32), elle l'a aussi été sous l'influence des initiatives de

développement. En effet, la communauté scientifique fut sollicitée et trouva l'intérêt à travailler sur les dynamiques rurales afin de comprendre les réalités et les logiques paysannes du développement. D'importants événements scientifiques furent organisés à Bujumbura et dans l'ensemble de la région pour comprendre les différents aspects socio-culturels de l'objet matériel et du développement. Ces grandes manifestations trouvèrent d'importants soutiens financiers de la part des Institutions tant nationales qu'étrangères. Dans ce contexte du retour au rural, un groupe de chercheurs de nationalités et formations diverses fut formé, avec comme champ d'étude *l'histoire rurale de l'Afrique des Grands lacs* (Chrétien, 1983). Convaincu que la connaissance d'un peuple ne pouvait pas se faire si l'on ignorait les mondes ruraux (Gahama, 1983 : 116), le projet d'*Histoire rurale* (1982-1985) fut retenu dans le cadre de l'accord interuniversitaire entre Paris I et l'Université du Burundi. Un séminaire sur *Histoire rurale* fut animé au sein du Département d'Histoire, tandis qu'en 1984, les *Cahiers du Centre de Recherche Africaine* (Université Paris 1) et les *Cahiers d'Histoire* (Université du Burundi) consacrèrent un numéro à l'*Histoire rurale*. Parallèlement, une option d'*Économie rurale* fut créée au sein de la Faculté des Sciences Économiques et Administratives, tandis que les recherches en Agronomie, menées par H. Cochet (2001), débouchèrent sur une évolution longue de l'agriculture burundaise. Ainsi, des chercheurs en sciences sociales et économiques, trouvèrent l'inspiration et le soutien pour mener des travaux sur le monde rural.

En revanche, il a été très difficile de diversifier les thématiques traitées. Celles-ci furent largement orientées par la disponibilité des moyens matériels, humains, politiques, voire idéologiques en présence. Presque tout le monde parlait du développement, de surcroît rural, en négligeant carrément l'analyse critique sur les crises socio-politiques. D'un côté, les chercheurs avaient de la peine à se soustraire de la vision dogmatique du développement. De l'autre côté, les pouvoirs politiques se cachaient derrière le bouclier du développement pour confiner la recherche sur les sujets qui ne leur dérangent pas. C'est à partir de la fin des années 1980 que « la fin du développement », le désir de démocratisation, ainsi que l'instabilité générale ont changé la donne pour réorienter la recherche historique.

4. Démocratisation, crises sociopolitiques et revanche de la « grande » histoire

Au Rwanda et au Burundi, l'opinion veut que l'histoire soit politique, et de surcroît celle de l'antagonisme ethnique Hutu-Tutsi. Longtemps occultée, cette grande histoire est revenue en force à partir du début des années 1990. Selon C. Thibon (questionnaire d'enquête), le temps d'une histoire politique est cette fois-ci possible, s'inscrivant dans la confrontation entre le travail d'histoire et le devoir de mémoire pour tenter de sortir des conséquences d'une série de crises majeures.

4.1. Les défis de l'écriture d'une histoire longtemps interdite

Depuis son accession à l'Indépendance, le Burundi a connu toute une série de crises politico-ethniques violentes : en 1965, en 1969, en 1971, en 1972, en 1988, en 1991, la période de 1993 à 2006, pour ne citer que les dates les plus dramatiques. Les conséquences sont de plusieurs ordres, comprenant les nombreuses pertes en vies humaines, le flux des réfugiés et des déplacés, la déchirure du tissu social, les destructions matérielles, ainsi que la déchéance vers un État partisan voire génocidaire.

Mais, paradoxalement, peu de travaux ont été menés sur ces crises avant le début des années 1990. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces *silences de l'histoire* (Lemarchand, 2002 :551) : le caractère délicat de l'évènement, la censure, l'immensité du drame, les défis méthodologiques, les enjeux d'une recherche recommandée, etc. Ces massacres de masse ont pris une forme de transgression sociale radicale et d'un déni d'humanité. Ainsi, des traumatismes collectifs n'en finissent pas de passer, faisant une impasse collective sur une histoire et une mémoire difficiles à assumer. Le drame étant un événement douloureux qui échappe au contrôle de la société, il fait durablement de ravages. Le drame burundais étant national, familial et social, il est entouré d'un sentiment de honte et des non-dits qui peuvent douloureusement se transmettre sur plusieurs générations sans qu'on s'en rende facilement compte. On observe donc une sorte d'ambivalence entre un silence insupportable et une parole difficile. Faut-il préciser que l'historien est, au départ, peu préparé à l'étude de ce genre de massacres de masse qui caractérisent le XXe siècle (Thibon, 2007 : 245).

Ainsi, pour le cas de la crise de 1965, on a dû attendre l'année 2005 pour qu'A. Mariro livre ses analyses géopolitiques globales sur cette *1ère crise ethnique* au Burundi. D'autres travaux généraux ne font que survoler le sujet, comme il est le cas pour d'autres crises (Nsanze, 1998 : 112, 118, 158, 252). À propos du génocide de 1972 contre les Hutu, sauf R. Lemarchand (1973, 1990, 2002, 2004) qui a eu le courage d'en parler à plusieurs reprises, le sujet est longtemps resté tabou car, « l'histoire d'un génocide reconnu par les États et la communauté internationale est plus facile à écrire que celle d'un génocide tu » (Thibon, 2007 : 249). On a donc attendu les années 2000 pour voir la soutenance de quatre mémoires de licence, ainsi que la publication de deux ouvrages, d'abord celui de L. Kavakure (2002) et ensuite celui de J. P. Chrétien et F. Dupaquier (2007). De tous les travaux existants, peu importe l'implication de l'auteur, « 1972 » s'écrit toujours au subjonctif, entre guillemets ou en abrégé (72). On parlera souvent de « crise », d'« événements » ou de « tragédie » parfois par prudence, mais aussi par simplicité qui tue l'histoire, favorisant des copiages d'une publication à une autre. Ainsi, le schéma descriptif des « massacres de 1972 » est arbitrairement tracé, de l'attaque rebelle contre les Tutsi au Sud du pays (Nintunze, 2019 : 61) à la répression des organes de l'État contre l'élite Hutu (Chrétien et Dupaquier, 2007). À titre d'exemple, jusqu'à nos jours, les recherches ont du mal à creuser en profondeur pour trouver les origines et les circonstances de la rébellion qui a attaqué le 29 avril 1972 au Sud du pays. De même, pour la crise de 1988 dans les communes de Ntega et Marangara, il n'y a que la publication de J. P. Chrétien, A. Guichaoua et G. Le Jeune (1988) encore réalisée dans le chaud des événements, et deux mémoires de licence, au département d'histoire de l'Université du Burundi.

Par contre, la crise et la guerre civile des années 1990 et 2000 ont attiré des chercheurs. S'inscrivant dans la démarche de photographie des zones en conflits, certains chercheurs se transformaient en correspondants de guerre (Cazeanava-Piarrot, 2004 : 227). Pour les travaux académiques, plus d'une cinquantaine de mémoires de licence en histoire sont consacrés à cette fracture identitaire (Chrétien et Mukuri, 2002). Les analyses portent sur les différents aspects politiques, sociaux, économiques, culturels, etc. En fait, la situation avait largement changé. Le triangle Rwanda-Burundi-Est du Zaïre était à feu et à sang, donnant des signaux rouges d'une probable explosion régionale. Ainsi,

des conférences internationales ont eu lieu, tandis que la presse a été fortement mobilisée pour suivre en direct le déroulement des événements. Cette région devenait un cas intéressant qui ne pouvait pas échapper à la médiatisation, voire à la théâtralisation par un certain nombre d'acteurs de plus en plus diversifiés et engagés. En plus, la création de la filière de science politique au département d'Histoire de l'Université du Burundi au début des années 1990 a permis l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes chercheurs avec un nouvel angle d'analyse critique et explicatif des phénomènes de violences politiques (Muntunutiwe, 2011). La violence socio-politique dans cette région fut un fléau dévastateur à plus d'un titre (Reyntjens, 1994), qui a mobilisé les esprits, les fonds et la plume. Elle fut analysée dans toutes ses dimensions, y compris sociohistoriques. C'est ainsi que les tragédies antérieures furent aussi convoquées pour saisir l'épaisseur historique du conflit politico-ethnique (Thibon, 1995 : 55). Les chercheurs essaient d'apporter leurs contributions à la compréhension de ces phénomènes de basculement général, souvent dans une sorte de compétition entre le monde académico-scientifique et le monde politico-mémoriel pour la résolution d'un passé, en quelque sorte gommé.

4.2. Devoir de mémoire ou revanche d'une mémoire bafouée

Il y a eu l'absence ou à la faiblesse de l'histoire scientifique. Mais, les témoignages ont progressivement émergé. Des récits-témoignages ou des mémoires rédigés par des acteurs, des spectateurs, des victimes ou des partisans, ont pris le dessus. Parfois, un devoir de mémoire s'exprime. Dans certains cas aussi, les auteurs peuvent chercher à justifier les choix qu'ils ont, ou non, opérés. D'autres veulent juste pour prendre position sur tel ou tel autre événement (Nduwayo, 2017 : 139). Ainsi, depuis quelques années, on a de riches publications des *Editions Imacu* par exemple, sur l'histoire sociopolitique du Burundi contemporain. Au niveau de la recherche de la vérité, de la résilience et de la réconciliation, ces témoignages-analyses sont d'une importance capitale pour une société de l'oralité, mais dont la parole peut paradoxalement manquer pour décrire cette histoire de drames et de blessures qui font souvent honte. Certains prennent le courage de briser les tabous et les habitudes. C'est ainsi que la palette de ces témoignages s'enrichit progressivement de précieux récits de ceux qui ont vécu ces événements de la manière la plus proche ou qui ont pu accéder à

l'information. En parlant de leurs histoires, ils racontent celle de chaque Burundais ou plutôt celle de tout un peuple. Même si on a officiellement gardé le silence par rapport à cette histoire douloureuse, les informations ont filtré, entre amis, voisins, parentés, collègues,...sans pouvoir ni atteindre la vérité ni faire le deuil. Cette volonté de témoigner essaie de répondre à une demande sociale croissante pour la vérité. En rendant vivantes ces mémoires en débandades, on comprend que les différentes versions de ces événements historiques méritent d'être dites, écrites et commentées. C'est ainsi que P. Ndeti (2008) parle d'*Ikezza (le fléau)* dans la ville de Bujumbura au moment du génocide de 1972. C'est le cas aussi d'I. Serejski (2012) qui se souvient avec chagrin des détails de l'ampleur des massacres de 1965 à Teza, mais aussi de la découverte macabre des fosses communes de 1972 dans les périphéries de Bujumbura, alors qu'il se rendait, comme d'habitude, au lieu de travail. Mais, le courage de madame R. Karambizi Ndayahoze (2016) est très évident car elle témoigne avec lucidité de la situation sociopolitique d'avant, pendant et après le génocide de 1972. Elle livre ainsi d'importantes informations qui étaient à la disposition de son défunt mari, le commandant M. Ndayahoze. De même, à travers la plume d'A. Kaburahe (2019) et le témoignage d'A. Niyoyita, on connaît les douleurs des familles après le « départ » tragique des pères. Si la plupart des témoignages concernant le génocide de 1972 se focalisent sur le péril des Hutu, N. Nintunze (2019) consacre plutôt son livre aux *massacres des Tutsi dans le Sud*, à l'origine, d'ailleurs, du drame.

Les témoignages s'enrichissent également par la plume des acteurs politiques de haut niveau tels que les présidents P. Buyoya (1998, 2011) et S. Ntibantunganya (1999, 2019). Ils émanent aussi des anciens dignitaires comme M. Manirakiza (2012), C. Mbonimpa (2016), etc., ou même des hommes d'Église à l'exemple de Mgr S. Ntamwana (2005) ou ceux de la société civile comme P.C. Mbonimpa (2017). Celui-ci retrace l'histoire de sa vie, plutôt celle de son pays, mouvementée et rappelle, enfin, qu'il faut *Rester debout* contre le mal, l'injustice, le génocide, la dictature,...

Ce n'est pas que de la compétition des mémoires ou de l'équilibrisme, il y a une grande part de la complémentarité dans ces publications. Bien que l'objectivité de ces récits puisse être discutable, leur intérêt reste capital dans la mesure où ils tentent de combler un vide. En parlant de

leurs histoires, ils encouragent relativement vers un chemin difficile mais possible : celui de faire le deuil du passé (Nsanze, 2004 : 420). Dans sa dimension thérapeutique, le témoignage reste, certes partiel, mais garde une part de consolation et de restauration aussi bien individuelle que communautaire. Il plonge le lecteur au cœur même de l'événement et lui livre d'importantes informations, plus que jamais nécessaires pour d'autres types de travaux dont l'ambition est la recherche de la vérité et la sortie de crises.

4.3. Sortir des crises majeures : multiplicités des défis et dimension globale de la recherche

Au lendemain des génocides et des guerres civiles dans la région des Grands Lacs, l'histoire est plus que jamais sollicitée, dans un contexte bien plus dramatique et pessimiste que celui des périodes précédentes (Thibon, 2007 : 238). L'historien se retrouve, encore une fois, dans l'embarra entre la sollicitation, voire la pression et le respect de son métier. C'est donc le moment de l'histoire expertise, une histoire-type, demandée, commandée, recommandée et supervisée, qui peut gêner au niveau méthodologique. En témoignent par exemple les pressions et les polémiques actuelles sur les commissions aussi bien nationales que belges ayant pour mission de ré-étudier l'histoire de la colonisation.

En effet, depuis les négociations d'Arusha sur la résolution du conflit burundais, on a pensé au projet de la « réécriture de l'histoire » comme un des passages obligés d'une sortie de crise espérée. Ce qui a été à l'origine d'un certain nombre d'articles (Thibon, 2007) au moment même des polémiques sur la pertinence d'un tel projet d'une « histoire conventionnelle » ou de type « top down ». De même, d'importantes initiatives (le projet Chaire UNESCO des droits de l'homme par exemple) ont été menées et des rencontres scientifiques internationales ont été organisées pour essayer de comprendre ensemble la voie de sortie de ces crises. Elles ont permis des échanges d'idées et d'expériences, aboutissant parfois à des projets en équipes, dans une démarche multidisciplinaire. De nouvelles pistes ou dimensions de recherche s'expérimentent à propos des violences de masse en privilégiant des dynamiques locales et communautaires. On cherche à comprendre le sens que les auteurs de ces crimes donnent de leurs actions, les logiques qui les animent, les interactions qu'ils entretiennent (Semelin, 2012). De même, à l'ère du retour des paradigmes de

développement durable, les considérations économiques, écologiques et l'intégration socio-communautaire sont aussi prises en compte car elles sont vivement recommandées pour la sortie des crises et autres violences de proximité.

En revanche, on constate qu'un contexte global d'encadrement et de financement influence beaucoup sur le choix des thématiques et donc sur la destinée des chercheurs et du métier (G. Birantamije, questionnaire d'enquête). Comme pour les époques précédentes, la recherche scientifique reste liée au contexte global qui dépasse les frontières nationales ou méthodologiques. À l'ère de l'expertise, le choix du projet de recherche est davantage conditionné par les opportunités de financement et d'encadrement (extérieur).

En plus, si le métier de l'historien a évolué grâce aux apports des autres domaines et à la multiplicité des matériaux, l'histoire est davantage sensible et sollicitée. À l'ère de l'internet et des réseaux sociaux, tout s'écrit vite fait et se diffuse très rapidement sans toujours avoir le souci de la véracité. La simplicité devient la norme, et cela, d'autant plus grave pour des sociétés de l'oralité et, encore plus, sans organisation adéquate des archives. La plupart de ces dernières sont conservées dans les grandes métropoles européennes, non accessibles aux jeunes chercheurs qui n'ont pas encore eu ni les moyens ni les connections. Ainsi, le débat sur l'histoire n'est pas toujours au rendez-vous. Profitant de la disponibilité des « données » toutes faites concernant les périodes récentes, mais aussi de la montée en puissance des médias, le présent veut remporter sur l'histoire. Le savoir historique est parfois sacrifié. Il est convoqué, aujourd'hui comme hier, pour expliquer et rendre intelligible les préoccupations voire les sollicitations politiciennes ou mémorielles du moment.

Conclusion

Au Burundi, la production du savoir historique reste tiraillée entre, d'une part, un contexte global dominant et, d'autre part, les sollicitations et les pressions internes. En effet, à partir du XIXe siècle, les explorateurs, les missionnaires et les administrateurs coloniaux ont écrit « leur » histoire du Burundi avec l'objectif principal d'enraciner leur projet colonial. De même, aux premières années de l'Indépendance, les élites ont voulu corriger le récit colonial par

l'écriture de l'histoire nationale au service de la concorde nationale. La démarche consistait à la collecte des informations, orales par excellence, utiles à l'affirmation de l'histoire du Burundi, vérifiée et confirmée scientifiquement. Cela a été rendu possible par la formation de quelques notables scientifiques entraînés à la production et à la diffusion d'un savoir rare, d'autant plus que l'environnement international était davantage favorable à l'émergence des leaders, gardiens de la culture et de la paix.

L'histoire et les historiens, une fois confirmés ont acquis des titres de notoriétés. L'expertise historique était sollicitée pour rendre intelligible la volonté et le discours politique. Cela a été le cas également lors de l'époque du développement des années 1970 et 1980. Des chercheurs furent « convoqués » pour se prononcer sur les logiques et les réalités paysannes du développement, au risque d'abandonner certaines thématiques, notamment l'histoire ancienne et les crises politico-ethniques.

Il a fallu constater les conséquences de l'échec du projet démocratique au début des années 1990 pour prendre conscience de la pertinence de l'objet politique, pris dans l'angle de l'ensemble des vécus globaux de la société. Ainsi, les drames sociopolitiques des années 1990 ont permis de revisiter les crises antérieures, à travers une démarche socio-historique jugée efficace. Mais, la négligence des crises du passé avait déjà créé des phénomènes de rétention, de refoulement et déni d'histoire, qui profitent aux amateurs de celle-ci. Depuis lors, les chercheurs, en premier lieu les historiens, se trouvent dans une situation ambiguë de faiblesse méthodologique, épistémologique, mais aussi morale face à un objet sensible qui les dépasse au moment où certains acteurs— dont les victimes et autres faiseurs d'opinions— s'en accaparent. Pour la sortie de ces crises, les chercheurs sont confrontés aux enjeux d'un contexte aussi bien global que national qui autorise ou gèle les conditions de recherches. Navigant dans l'ambivalence entre, d'un côté, l'expertise hautement recommandé et, de l'autre côté, le souci classique du respect de la déontologie du métier, pour la plupart des chercheurs, la prudence, la distance ou la méfiance remporte vis-à-vis des thématiques jugées sensibles, sans pour autant pouvoir les oublier pour toujours.

Références bibliographiques

- Buyoya Pierre** (1998), *Mission possible : construire une paix durable au Burundi*, Paris, L'Harmattan.
- Buyoya Pierre** (2011), *Les négociations inter burundaises. La longue marche vers la paix*. Paris, L'Harmattan.
- Cazenave-Piarrot Alain** (2004), « Burundi : une agriculture à l'épreuve de la guerre civile », *Chiers d'Outre-Mer*, 226-227.
- Chrétien J. Pierre** (*dir.*) (1983), *Histoire rurale de l'Afrique des Grands Lacs. Guide de recherches*, Paris, Karthala.
- Chrétien J. Pierre et al.** (1989), *La crise d'août 1988 au Burundi*, Paris, Karthala, Editions AFERA.
- Chrétien J. Pierre et Mukuri Melchior** (*dir.*) (2002), *Burundi, la fracture identitaire logique de violences et certitudes « ethniques »*, Paris, Karthala.
- Chrétien J. Pierre et Dupaquier Jean François** (2007), *Burundi 1972 – Aux bords des génocides*, Paris, Karthala.
- Chrétien J. Pierre** (2017), « L'histoire nationale au Burundi au lendemain de l'indépendance : un combat intellectuel et politique », *Un demi-siècle d'histoire du Burundi. A Emile Mvoroha, un pionnier de l'histoire africaine*, Paris, Melchior Mukuri et al., Karthala, 11-35.
- Cochet Hubert** (2001), *Crises et révolutions agricoles au Burundi*, Paris, Karthala, INAPG.
- Gahama Joseph** (1983), « Le projet d'Histoire rurale du Burundi », *Cahiers d'histoire*, n° I., 114-130.
- Gahama Joseph et Thibon Christian** (*dir.*) (1994), *Les régions orientales du Burundi. Une périphérie à l'épreuve du développement*, Paris, Karthala.
- Gorju Julien** (1938), *Face au royaume hamite du Rwanda, le royaume frère de l'Urundi*, Bruxelles, 1938.
- Guichaoua André** (*dir.*) (2004), *Exilés, réfugiés, déplacés en Afrique centrale et orientale*, Paris, Karthala.
- Kaburahe Antoine** (2019), *Hutsi. Au nom de tous les sangs*, Bujumbura, Iwacu.
- Karambizi Ndayahoze Rose** (2016), *Le Cdt Ndayahoze, un visionnaire*, Bujumbura, Iwacu.
- Kavakure Laurent** (2002), *Le conflit burundais II. La tragédie de 1972*, Genève, Editions du Centre Ubuntu.

- Laroque Aude** (2013), *Historiographie et enjeux de mémoires au Burundi*, Thèse, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Lemarchand René** (1973), *Selectif genocide in Burundi*, London, Minority Rights Group.
- Lemarchand René** (1990), « Burundi : Ethnicity and Genocidal State », *State Violence and Ethnicity*, Niwot, Pierre van der Berghe, University Press of Colorado, 89-111.
- Lemarchand René** (2002), « Le génocide de 1972 au Burundi : Les silences de l'histoire », *Cahiers d'Études africaines*, XLII (3), 167, 551-567.
- Lemarchand René** (2004), *Burundi. Ethnic Conflict and Genocide*, Woodrow WILSON Center Press and Cambridge University Press.
- Makarakiza André** (1959), *La dialectique des Burundi*, Academie royale des sciences coloniales, Bruxelles.
- Manirakiza Marc** (2012), *Burundi. 50 ans d'Indépendance 1962-1962*, Bujumbura, Presses Lavigerie.
- Mariro Augustin** (2005), *Burundi 1965 : La 1ère La crise ethnique. Genèse et contexte géo-politique*, Paris, L'Harmattan.
- Mbonimpa Cyprien** (2016), *Mémoires d'un diplomate (1973-2006). Entre tourmentes et espoirs*, Bujumbura, Iwacu.
- Mbonimpa Pierre Claver** (2017), *Rester debout. Entretien avec Antoine Kaburabe*, Bujumbura, Iwacu.
- Muntunutiwiwe J. Salathiel** (2011), *La violence politique au Burundi. Essai d'analyse explicative*, Saarbrücken, Editions européennes.
- Mworoha Emile (dir.)** (1987), *Histoire du Burundi des origines à la fin du XIXè siècle*, Paris, Hatier.
- Mworoha Emile et al.** (2010), *Le défis de la reconstruction dans l'Afrique des Grands Lacs*, Bujumbura, Université du Burundi, Centre de Recherche sur le Développement dans les Sociétés en Reconstruction (CREDSR).
- Ndayisaba Eric** (2019), *Le thé au Burundi des années 1950 à 2018 : politique publique de développement, rente et appropriations*, Pau, thèse de doctorat, Université de Pau et des Pays de l'Adour.
- Ndeta Patrice** (2007), *Ikiya (le fléau). Bujumbura 1972*, Paris, L'Harmattan.
- Nduwayo J. Marie** (2017), « Histoire du conflit "politico-ethnique" burundais : état de la recherche » dans, *Un demi-siècle d'histoire du Burundi. A Emile Mworoha, un pionnier de l'histoire africaine*, Paris, Melchior Mukuri, Karthala, 133-150.

- Ngayimpenda Evariste** (2004), *Histoire du conflit politico-ethnique burundais. Les premières marches du calvaire (1960-1973)*, Bujumbura, La Renaissance.
- Nintunze Novât** (2019), *Burundi 1972 : Les massacres des Tutsi. Souvenirs et témoignages*, Bujumbura, Iwacu, 2019.
- Nsanze Augustin** (1998), *Burundi. Le Passé au présent. La République contre le peuple (1966-1993)*, Nairobi.
- Nsaze Augustin** (2004), « Le deuil du passé est-il possible ? », *Cahiers d'étude africaines*, 1, n° 173-174, 420-424.
- Ntahokaja Jean Baptiste** (1978), *Imigenzo y'Ikirundi*, Bujumbura, Université du Burundi.
- Ntamwana Simon** (2005), *Soyons les serveurs de la vie* (entretien avec Antoine KABURAHE), Bruxelles, Le Roseau Vert.
- Ntibantunganya Sylvestre** (1999), *Une démocratie pour tous les Burundais. 2 V*, Paris, L'Harmattan.
- Ntibantunganya Sylvestre** (2019), *Burundi. Démocratie piégée. Lectures, Témoignages et Analyses*, Bujumbura, Iwacu.
- Reyntjens Filip** (1994), *L'Afrique des Grands Lacs en crise. Rwanda, Burundi, 1988-1994*, Paris, Karthala, 1994.
- Semelin Jacques** (2012), *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Points.
- Serejski Ivar** (2012), *Au pays des joies et des drames. Notre vie au Burundi*, Innovations and Information, INC.
- Thibon Christian** (2007), « Histoire et les historiens dans la région des Grands Lacs : au sujet de l'écriture de l'histoire », *Figures croisées d'intellectuels. Trajectoires, modes d'action, production*, Paris, Abel Kouvouama, Karthala, 237-252.
- Thibon Christian** (1995), « Les origines historiques de la violence politique au Burundi », *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994), Analyses, faits et documents*, Paris, André Guichaoua, Karthala, 55-76.
- Université du Burundi** (1987), *Question sur la paysannerie au Burundi*, Bujumbura, Université du Burundi.
- Vansina Jan** (1972), *La légende du passé. Traditions orales du Burundi*. Tervuren.
- Zuure Bernard** (1932), *L'Ame du Murundi*, G. Beauchesne, 1932.